

Espagne: excuse des contrôleurs aériens
avec Reuters

07/12/2010 | Mise à jour : 09:15 [Réactions](#) (13)

Les contrôleurs aériens espagnols ont commencé lundi soir à présenter leurs excuses après la grève sauvage qu'ils ont menée le week-end dernier, [qui a paralysé le trafic aérien dans tout le pays pendant 24 heures](#) et bloqué des centaines de milliers de voyageurs dans les aéroports.

"Nous nous excusons de nouveau auprès des usagers affectés par le chaos d'il y a deux jours (samedi), cela a été une situation terrible créée par une pression qui durait depuis des mois et qui a explosé vendredi", écrit sur sa page Facebook Cesar Cabo, porte-parole de l'Union syndicale des contrôleurs aériens (USCA).

La grève a été déclenchée vendredi soir, quelques heures après l'approbation d'un décret modifiant leurs conditions de travail. Ce message recueillait jeudi matin plus de 2.000 commentaires d'internautes, dont beaucoup de critiques, notamment sur l'aspect inattendu de la grève, qui a pris les Espagnols par surprise au début du plus long pont de l'année, et sur les salaires perçus par les contrôleurs (environ 200.000 euros par an).

Dans un nouveau message mis en ligne dans la nuit, Cesar Cabo "répète que ce qui s'est passé n'a pas de justification et a été démesuré, mais un mouvement de colère de ce type au sein d'un groupe professionnel a été motivé par dix mois de pressions, de harcèlement au travail et de réduction des droits".

Le compte Twitter de l'USCA affichait quant à lui lundi soir le message suivant: "Tout d'abord nous voulons demander pardon à tous les usagers affectés par la grève". "Nous comprenons que des milliers d'entre vous aient exprimé leur opinion sous la forme d'insultes et de menaces, car c'est un thème complexe et qui fait débat".

Après avoir mis fin samedi à la grève des contrôleurs en décrétant l'état d'alerte, le gouvernement pourrait être contraint de prolonger cette mesure d'exception afin d'empêcher de nouvelles opérations coup de poing.

Le chef du gouvernement socialiste, José Luis Rodriguez Zapatero, a évoqué cette possibilité lundi, précisant qu'une décision serait prise "en fonction des circonstances". Dans le cadre de l'état d'alerte, le contrôle aérien est placé pour 15 jours sous l'autorité de l'armée et des centaines de procédures disciplinaires sont ouvertes contre les grévistes.